

Les Freins à la création d'emplois par les Petites et Moyennes Industries de l'Economie Camerounaise

Nana HAMADAMA¹ & Charles Alain BITA²

Résumé

L'objectif de cet article est d'identifier les éléments de frein à la création d'emplois par les Petites et Moyennes Industries de l'Economie camerounaise (PMI-EC). Pour y parvenir, nous avons effectué une enquête de terrain auprès de cette catégorie d'industries durant la période allant de Juin 2018 à Octobre 2019. Sur 300 questionnaires distribués à ces entreprises, 68 ont été exploités. A l'aide du modèle de régression linéaire multiple, les résultats obtenus montrent que l'absence de soutiens des pouvoirs publics, le niveau élevé de la fiscalité, le taux d'intérêt appliqué sur le marché et le financement informel constituent les principaux freins à la création d'emplois par les PMI-EC. En revanche, le financement bancaire, bien qu'il soit qualifié de marginale, a un impact positif sur la création d'emplois. L'implication des pouvoirs publics, la baisse de la fiscalité, la baisse du taux d'intérêt appliqué par les banques et l'assouplissement des conditions du financement informel réduisent les obstacles à la création d'emplois par les PMI-EC.

Mots clés: Petite et Moyenne Industrie; Création d'emplois; Economie camerounaise

The obstacles to job creation by small and medium-sized industries in the Cameroonian economy

Abstract: The objective of this article is to identify the elements hindering the creation of jobs by the Small and Medium Industries of the Cameroonian Economy (SMI-CE). To achieve this, we carried out a field survey of this category of industries during the period from June 2018 to October 2019. Of the 300 questionnaires distributed to these companies, 68 were exploited. Using multiple linear regression, the results obtained show that the absence of public support, the high level of taxation, the interest rate applied in the market and the informal financing constitute the main obstacles to the creation of jobs by the SMI-EC. In contrast, bank financing, although qualified as marginal, has a positive impact on job creation. The involvement of the public authorities, the reduction of taxes, the reduction in the interest rate applied by the banks and the relaxation of the conditions of informal financing reduce the brakes and allow more job creation by the SMI-EC.

Keywords: Small and Medium-sized industry; Job creation; Cameroonian economy.

1. Introduction

Au début des années 1970, les Petites et Moyennes Industries (PMI) amorcent une phase d'émergence puis d'accroissement de leur population, remplaçant très progressivement la grande unité de production. Cette transformation due aux mécanismes de soutien mis en place fait des industries de petites tailles la principale composante du secteur productif dans nombre de pays où dans plusieurs domaines, certaines d'entre elles sont leaders mondiaux (Bagnasco 1994). Le choix de la petite industrie pour le développement du secteur productif est motivé par la capacité de cette catégorie d'entreprises à apporter des réponses aux problèmes socio-économiques à travers la création massive d'emplois (De Solages, 1997). Si les PMI font l'objet de politiques et stratégies qui visent à permettre leur développement, c'est à cause de leur dynamisme et de leur capacité à générer des emplois et le soutien à cette catégorie d'industries devrait être reconsidéré presque partout comme une priorité, à la fois pour leur capacité à créer des emplois et parce qu'elles sont aptes à utiliser les matériaux locaux, la main-d'œuvre locale, et les savoir-faire traditionnels complémentaires des procédés de l'industrie moderne (Papillon, 2005). Quand un terrain favorable leur est donné, les PMI constituent un instrument de création massive d'emplois (Ganne 1994). Les PMI ont tout simplement le statut d'instrument de création massive d'emplois (Greffé, 1984).

¹ Laboratoire d'Economie Appliquée (LEA) ; Université de Ngaoundéré, nhamadama@gmail.com

² Laboratoire d'Economie Appliquée (LEA) ; Université de Ngaoundéré, bitacharles@yahoo.fr

La Commission Bolton (1994) mène une enquête sur l'emploi dans le secteur industriel des pays développés qui montre qu'en Italie, plus de deux tiers de création d'emplois sont à l'actif des PMI. GülÖzcan (1995) qui parle d'expériences concluantes de quelques pays rapporte que le secteur industriel des pays d'Europe du Sud, notamment la Grèce et la Turquie, est dominé par les petites industries à plus de 90%. Dans une analyse plus globale, dans les pays européens en général, l'expérience du développement des PMI et leur apport en termes de création d'emplois est très notable (Marseille, 1998). Au niveau des pays en Développement, les petites entreprises de production connaissent une transformation qui marque la rupture avec la grande industrie dès le début des années 1980 (Courlet, 1989). Une étude de la Direction de la Politique Economique Générale (2000) montre que le secteur industriel marocain compte cinq cents mille employés dont la moitié dans les PMI. Selon la Mission Economique de l'Ambassade de France (2004) à Rabat, les petites industries constituent l'essentiel du système productif du pays avec une part de 95 %. En Afrique Subsaharienne, le Ghana s'affiche comme un modèle du développement des entreprises industrielles de petites tailles. Au début des années 1990, les PMI de son économie comptent 50 000 emplois créés (Ferguene, 2004).

Les analyses théoriques et nombre de travaux de recherche effectués sur le secteur industriel aussi bien dans les pays développés que dans les économies en développement montrent la généralisation de l'approche d'industrialisation à petite échelle et mettent en relief l'importance de l'apport des PMI en termes de création d'emplois. Mais malgré le statut d'instrument de création massive d'emplois reconnu à cette catégorie d'industries, celle-ci se heurte à des obstacles à sa création et durant son développement (Lefilleur, 2008) et (Marniesse, 1999).

Une étude de la Banque Mondiale (BM) (2004) sur les freins à la création d'emplois par les PMI distingue deux types d'obstacles : ceux qui sont liés à l'organisation de l'entreprise, au profil de l'entrepreneur et à la stratégie de l'entreprise qui sont présents dans les pays développés et ceux constamment observés dans les pays en développement telles que la faible implication des pouvoirs publics, l'absence du soutien financier notamment bancaire, l'absence d'infrastructures... Une étude menée à Madagascar montre que les petites industries dans ce pays restent fortement liées à leur environnement à travers lequel de nombreuses entraves exercent leur force (Marniesse, 1999). Dans son analyse du modèle ivoirien et des obstacles à l'émergence des PMI, Chevassu (1997) fait mention de l'existence des obstacles qu'il regroupe d'ailleurs en trois grandes catégories : ceux qui tiennent à la nature des industries, ceux qui sont liés au manque de culture industrielle et ceux liés à l'environnement politique et administratif qu'il qualifie d'ailleurs d'hostiles. Gauthier (1996) constate dans une étude menée sur les petites entreprises de production et de service se trouvant en milieu urbain au Cameroun, la présence des obstacles liés à l'absence de financement, à la faible implication des pouvoirs publics et au niveau élevé de fiscalité auxquels cette catégorie d'entreprises se heurte malgré son dynamisme.

Nous pouvons alors considérer les éléments venant de l'environnement extérieur comme explicatifs de l'insuffisance de la création d'emplois par les PMI des Pays en Développement (PED) notamment africains.

Dans cette perspective, l'objectif de cet article est d'identifier les freins à la création d'emplois par les (PMI-EC) à partir d'une enquête auprès de quelques unités de cette catégorie d'industries sur tout le territoire national et dans toutes les branches d'activité afin de permettre sa croissance et de porter à la hausse son apport à la création d'emplois. Cette problématique nous semble légitime car, à notre connaissance, plusieurs études ont été effectuées sur les freins au développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) mais aucune n'est consacrée uniquement aux PMI au moment où les unités de production de tailles réduites deviennent dans toutes les économies aussi bien développées qu'en développement, une composante essentielle du secteur industriel et un levier de création massive d'emplois. Cet article vise donc à combler ce vide. La suite de cet article se présente comme suit: la deuxième section parcourt la littérature qui traite des freins à la création d'emplois par les PMI et analyse l'environnement des PMI dans l'Economie camerounaise. La troisième section porte sur la démarche méthodologique. La quatrième section présente les résultats obtenus et propose quelques pistes de recherche. La cinquième section conclut le travail.

2. Revue de la littérature et environnement des PMI-EC

2.1. Revue de la littérature

Au début de la décennie 1970, dans nombre de pays développés, émergent et en développement, le secteur industriel connaît une transformation caractérisée principalement par l'émergence et la prolifération des industries de petites dimensions à travers des formes et organisations spécifiques très variées (Moati, 2001). Ce nouveau paradigme de développement industriel connu sous plusieurs vocables, dont les plus usuels sont l'industrialisation diffuse et l'industrialisation à petite échelle connaît unessor remarquable presque partout (Greffé, 1984). Et eu égard à la capacité de cette catégorie d'industries de générer massivement d'emplois, elle suscite dans toutes les économies un intérêt croissant (De Solages, 1994).

A travers de nombreuses études menées, il est constaté que les PMI sont un instrument de développement local en plus de leur capacité à apporter des réponses aux problèmes socio-économiques notamment au chômage. Mais nonobstant ces vertus, les PMI sont soumises à des contraintes spécifiques du fait qu'elles vivent dans un environnement différent et elles ont des règles de fonctionnement spécifiques (Girard 2002). Julien (2002) met en exergue les caractéristiques et les spécificités diverses et variées de cette catégorie d'entreprises en parlant du phénomène très complexe que constituent les PME-PMI.

Ainsi, le développement de cette catégorie d'industries a alors soulevé la problématique d'encadrement à travers l'identification des éléments de freins qui tentent d'annihiler leurs efforts notamment dans la création d'emplois. Pour certains chercheurs, les freins auxquels font face les PMI trouvent leur source à l'intérieur de l'entreprise. Le phénomène est appréhendé à travers le rôle et le profil de l'entrepreneur et la stratégie de l'entreprise. Pour d'autres analyses en revanche, l'origine des freins à la création d'emplois provient de l'environnement extérieur. La pluralité de ces lectures amène alors à appréhender le phénomène suivant deux principales démarches à savoir: l'approche interne liée à l'organisation de la structure et au profil de l'entrepreneur et l'approche externe liée aux facteurs exogènes provenant de l'environnement.

Dans l'approche interne, l'hypothèse d'entrave à la croissance des effectifs dans les PMI s'appuie sur un double facteur: celui lié aux attributs de l'entrepreneur qui est considéré comme étant un élément central de l'entreprise et celui fondé sur des éléments stratégiques de la politique organisationnelle mise en œuvre dans l'entreprise. Pour Schumpeter (1935) et tout récemment Julien (2002), la problématique de la croissance des PMI en général et de celle des effectifs en particulier est liée à l'entrepreneur dont le profil et le rôle restent des facteurs déterminants. Schumpeter (1935) et d'autres économistes des courants classique et néoclassique montrent que la croissance de l'entreprise est fondée sur un élément fondamental qui est l'entrepreneur. De par son profil et ses attributs au sein de l'entreprise, celui-ci détermine et donne une orientation à son unité de production. Cet auteur reconnaît à l'entrepreneur la capacité supérieure de repérer de nouveaux débouchés et le considère également pour un innovateur.

Pour Lucas (1978), les sens des affaires de l'entrepreneur est le premier facteur de la croissance de l'entreprise. Ce théoricien met alors l'entrepreneur au centre du développement de son unité de production. Dans le même ordre d'idées, Julien (2002), dans nombre de ses travaux théoriques et empiriques consacrés aux PME/PMI et notamment aux facteurs de leur croissance, met l'entrepreneur au cœur du développement de l'entreprise; ce que soutient Penrose (1978) également qui dit que l'évolution des entreprises industrielles, notamment celles de petite taille, est influencée par l'expérience de la direction donc par l'entrepreneur à qui incombent la charge de la gestion. Dans le même ordre d'idées, Julien (2002) montre que la mise en place de la fonction de gestion des ressources humaines permet le renouvellement de l'effectif dans l'entreprise à travers le processus de recrutement. Pour Papadakis *al.* (2002), l'entrepreneur est considéré comme étant le principal facteur dont la qualité et les attributs expliquent la croissance de l'entreprise et de ses principales variables. Si la décision de créer une entreprise relève du choix de l'entrepreneur, on peut supposer que la décision de la faire croître ou non est aussi son choix (Kolvereid, 1992).

Penrose appuie cette thèse en affirmant que le déficit de certaines qualités liées à l'esprit managérial, tels que le manque d'esprit de conquête du marché et l'absence du professionnalisme de l'entrepreneur peuvent constituer un obstacle à la croissance de l'entreprise de la quelle découle l'accroissement des effectifs. Pour Julien (2002), dans la recherche des moyens de développer son entreprise, de gagner de nouvelles parts de marché et d'accroître ses capacités en termes de capital et de travail, l'entrepreneur doit jouir de certaines qualités dont l'esprit de conquête. Le déficit de cette qualité peut freiner la croissance de l'entreprise donc impacter certaines variables telles que la croissance des effectifs. Selon Schumpeter (1935), le manque de professionnalisme constitue un facteur majeur de limitation du progrès de l'entreprise, donc de la création d'emplois.

Étant un acteur majeur dans la définition de l'orientation de l'entreprise comme l'ont démontré nombre d'auteurs, l'entrepreneur doit avoir un esprit de professionnalisme dans le processus de développement de sa structure dans un environnement de plus en plus disputé. À cet effet, Penrose (1978) montre que la croissance des PMI en général et l'augmentation des effectifs en particulier dépend de l'apport du dirigeant en termes de professionnalisme; et à l'inverse, tout manque de cette qualité de la part de l'entrepreneur peut affecter négativement le développement de l'entreprise. Outre l'entrepreneur dont les qualités intrinsèques peuvent expliquer le rythme de l'évolution de l'entreprise et particulièrement de la croissance des effectifs, Combes (2000) a identifié d'autres facteurs internes à l'entreprise. Il évoque la spécialisation qui peut constituer un frein à la création d'emplois notamment dans les industries détaillées réduites. Selon une étude de l'Organisation

Coopération et de Développement Economiques (OCDE) (1996), la spécialisation peut produire un effet négatif sur la création d'emplois dans les petites industries. Une recherche menée aux Etats-Unis d'Amérique (USA) par cette organisation confirme que les PMI hautement innovantes et spécialisées créent moins d'emplois que celles faiblement innovantes et sans spécialisation.

Dans la perspective contraire à la précédente, d'autres études considèrent l'environnement externe comme étant l'élément explicatif de la rigidité de la croissance des effectifs dans les petites industries. Les partisans de cette approche établissent alors un lien entre l'évolution de l'entreprise à travers ses principales variables et les forces exogènes s'exerçant sur elle. Ainsi, une étude de l'OCDE (2007) montre que les obstacles à la création d'emplois dans les PMI proviennent essentiellement de l'environnement extérieur. Elle met en relation le développement de cette catégorie d'entreprises avec les éléments macroéconomiques tels que: l'efficacité des marchés du travail et des capitaux, l'existence d'un marché boursier sur lequel les entreprises pourront trouver des financements, une fiscalité qui ne pénalise pas le développement et des conditions de protection de la propriété intellectuelle et de l'innovation qui ne soient pas pour les PME/PMI des facteurs d'exclusion. Il convient alors de considérer des facteurs exogènes dans l'analyse des éléments de frein à la création d'emplois par les PMI (Lefilleur, 2008).

En plus, une étude de la BM (2004) établit un lien entre l'origine des facteurs d'obstacle et le niveau de développement; mettant ainsi en relief le caractère variable des freins agissant sur les PMI. Cette étude distingue des facteurs présents dans les pays développés et ceux constamment observés dans les Pays en Développement (PED notamment africains. Marniesse (1999) et Chevassu (1977) appuient cette thèse avec des recherches qu'ils ont menées sur les petites industries respectivement à Madagascar et en Côte d'Ivoire. En plus, dans une de ses recherches, Marniesse (1998) montre que les PMI des PED évoluent dans un environnement divers et à ce titre, elle suggère d'envisager les facteurs exogènes dans l'explication de la rigidité de la création d'emplois.

Dans cette perspective, une étude du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) (2004) fait remarquer que la rigidité dans la procédure administrative constitue un obstacle auquel font face les PMI des PED. Dans un rapport de la BM (2004) sur l'évaluation du climat des investissements, il est dénoncé la complexité des procédures administratives. Pour Verzele et Crijns (2001), c'est l'attitude des personnels administratifs qui constitue un obstacle au développement et à la croissance des effectifs dans les PMI des PED.

Botzung Gret (1996), quant à lui, soutient que les PMI continuent de faire face à de nombreux obstacles dont le financement constitue la principale entrave dans les PED. Pour Vermes (1999), l'accès au financement pour les petites entreprises des pays les moins avancés constitue une denrée rare. Lefilleur (2008) constate également que malgré leur poids dans les économies locales et en dépit de leur rôle moteur en termes de développement économique et de création d'emplois, les PME/PMI ont un accès très limité au marché de financement, particulièrement en Afrique Subsaharienne (ASS). Il appuie sa thèse avec les études d'Africa practice (2005), du FMI (2004) et d'Aryeetey (1998) qui ont souligné les difficultés d'accès au financement et considéré ce facteur comme principal obstacle au développement des PME/PMI d'ASS, loin devant les problèmes de corruption, de déficience des infrastructures ou de fiscalité abusive. Ces études montrent qu'entre 80 et 90% des PME/PMI d'ASS connaissent des contraintes de financement importantes dans tous ses aspects.

Pour Grellet (1988), c'est plutôt le déficit infrastructurel qui constitue un grand handicap au développement des entreprises de tailles réduites des PED notamment africains. Quant à Azam et al. (2005), la corruption, le favoritisme et l'insécurité réglementaire qui se dressent en freins au développement des petites entreprises, retracent les problèmes globaux liés au climat des affaires. La BM (2009) dans « Doing Business » considère le phénomène de corruption comme un handicap majeur aux petites entreprises des PED. Elle évoque également la complexité du système fiscal qui constitue un frein à l'émergence des entreprises de petites tailles en plus du faible encadrement des pouvoirs publics et de l'absence de politique générale.

Le parcours de la littérature sur les freins à la création d'emplois par les PMI montre que ceux-ci sont variés et multidimensionnels. Ainsi, leur identification à travers l'absence de soutien des pouvoirs publics, le niveau élevé de la fiscalité, le nombre élevé des pièces à fournir, une faible participation des banques, le taux d'intérêt élevé, une faible part de marché, les contraintes infrastructurelles, le financement informel et la corruption nous semble cadrer mieux avec le contexte des PED notamment de l'ASS. Avant de procéder à l'analyse des résultats de l'enquête menée, nous présentons l'environnement dans lequel les PMI de l'Economie Camerounaise (PMI-EC) évoluent.

2.2. Environnement des PMI-EC

Les PMI-EC amorcent une phase de croissance caractérisée par l'accroissement de leur population au détriment des grandes unités de production au début des années 1990 après le Programme d'Ajustement Structurel (PAS). Cette mutation permet à cette catégorie d'industries de devenir la principale composante du secteur industriel camerounais en termes du nombre d'unités. Le tableau ci-dessous récapitule ces données.

Tableau N°1: Evolution du nombre d'unités de production par catégorie

Catégories d'industries	Périodes							
	1980	1986	1991	1995	1999	2004	2009	2019
Grandes Industries (GI)	93	193	158	136	107	102	99	97
Petites et Moyennes Industries (PMI)	97	136	181	127	157	214	260	393
Total	190	329	239	263	264	316	359	490

Sources: Rapport CAPME 1979/1980, Rapport ONUDI 2001, SYNDUSTRICAM, FENAPE, CCIA, INS, ECAMI et ECAMII

Cet accroissement de la population des PMI permet la création relativement importante d'emplois aux cotés des grandes unités de production auxquelles étaient assigné jadis ce rôle. En 2005, l'enquête sur l'emploi et le secteur informel (EESI) révèle que le secteur industriel au Cameroun emploie environ 50 000 personnes, soit 7,6% des employés des secteurs public et privé formels et les PMI comptent à leur actif un peu plus du cinquième des emplois du secteur industriel. Ces deux secteurs emploient 658 560 personnes qui représentent 9,6% de la population active. Le reste de la population active, soit 90,4%, travaille dans l'informel (agriculture, artisanat et petits services). En 2008, les PMI-EC ont à leur actif un peu plus de douze mille emplois créés. Et six ans plus tard soit en 2014, elles portent leur création d'emplois à plus de quinze mille comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau N° 2: Evolution des effectifs employés dans l'industrie camerounaise

Catégories d'industries	Périodes							
	1988	1990	1995	1999	2004	2009	2019	
Grandes Industries (GI)	64695	60690	50949	41291	39279	37070	35185	
Petites et Moyennes Industries (PMI)	2305	7693	5123	7057	10197	12093	18333	
Total	67000	68373	56072	48348	49476	49163	53518	

Sources: ONUDI, ECAMI et ECAMII, FENAPE, CCIA, INS et MINPMEESA.

Faisant des PMI un levier du développement du secteur industriel et de la création massive d'emplois, le Gouvernement camerounais crée à cet effet un environnement susceptible de favoriser leur création et croissance à travers des dispositifs multiformes.

Ainsi, sur le plan financier, le dispositif réglementaire a permis au secteur bancaire camerounais de se développer. Il est constitué d'environ d'une dizaine d'établissements appartenant en majorité à de grandes Groupes Etrangers. Malgré leur bonne santé avec une «forte surliquidité», elles offrent des services limités notamment aux entreprises de petites et moyennes tailles selon la Banque de France (2010). Mais la libéralisation de l'économie en générale et du secteur financier en particulier après le PAS a permis la venue des Microfinances avec les lois de 1990³ et de 1992⁴. Ces structures qui sont spécialisées dans le financement des micro-projets dans tous les secteurs d'activité tentent de pallier au déficit de financement à l'égard des petites industries. En plus des établissements formels, la tontine, qui est un mode de collecte et de financement informel, participe également au financement des investissements.

Au niveau administratif, le Cameroun met en place certains dispositifs dont la Commission Nationale Anti-corruption (CONAC). Celle-ci a pour mission de combattre et de traquer les détournements des deniers publics et la corruption qui gangrènent le climat des affaires. Le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises de l'Artisanat et de l'Economie sociale (MINPMEESA) et l'Agence de Promotion des Investissement (API) sont créés et auxquels sont assignés les rôles de réduire la lourdeur administrative, de créer des mécanismes de facilitation de création d'entreprises, d'encadrer, de simplifier et faciliter des procédures de création d'entreprises notamment de petites tailles, de prodiguer des conseils et de présenter les atouts qu'offre le pays aux potentiels investisseurs.

Il convient également de noter qu'au début des années 1970, le Gouvernement camerounais crée la Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles (MAGZI) qui a en charge l'aménagement des espaces en vue de faciliter l'implantation des entreprises. En plus, on retrouve diverses associations professionnelles dont des syndicats patronaux (le Groupement Inter-patronal (GICAM) et le Syndicat des Industriels du Cameroun (SYNDUSTRICAM) qui encadrent les entrepreneurs et défendent leurs intérêts.

En conclusion, l'environnement des entreprises de petites et moyennes tailles au Cameroun présente

³Les IMF sont déclarées sous le régime d'associations ou de coopérative d'épargne et de crédit relative à la loi de 1990 sur la liberté d'association.

⁴Loi du 14 Août 1992 portant sur les sociétés coopératives et aux groupes d'initiative commune.

quelques ressources favorables à leur développement donc à la croissance des effectifs employés.

On y retrouve des dispositifs financiers, règlementaires, fonciers et d'encadrement. Cependant, les PMI-EC auraient des difficultés à créer massivement des emplois. Peut-on alors supposer que le financement, le niveau élevé de la fiscalité, la corruption, la lourdeur administrative, la faible participation des banques, le niveau élevé du taux d'intérêt, l'absence d'infrastructures, la faible part de marché et l'absence du soutien des pouvoirs publics sont responsables de cette rigidité ?

Nous allons répondre à cette question à partir du résultat de l'analyse économétrique des informations obtenues de l'enquête menée après avoir présenté la démarche méthodologique.

3. L'approche méthodologique

Dans l'approche méthodologique, nous présentons successivement la période d'étude, l'échantillon, les données obtenues, le modèle utilisé et la méthode d'estimation.

3.1. La Période d'étude, l'échantillon constitué et les données obtenues

Pour atteindre le but de cette recherche, une enquête sur les PMI implantées sur tout le territoire national a été menée. Celle-ci s'est déroulée entre Juin 2018 et Octobre 2019 et a concerné une population d'un peu plus de 360 unités de production officiellement enregistrées en 2019. Sur 200 questionnaires distribués aux PMI choisies sur tout le territoire national, dans toutes les branches d'activité et de toutes les tailles (micro, petite et moyenne) suivant la méthode de quotas, 68 réponses exploitables ont été obtenues. En plus des données principales, des entretiens avec des personnes ayant travaillé dans des structures publiques tels que le Fonds de Garantie aux Petites Entreprises (FOGAPE), le Fonds National de Développement Rural (FONADER) et le Comité d'assistance aux Petites et Moyennes Entreprises (CAPME) et des informations secondaires recueillies auprès des organismes publics et des syndicats.

Tableau N° 3: Les PMI de l'Economie camerounaise enquêtées

Lieu d'implantation	Branches	Nombre de PMI
Douala	Agroalimentaire ; bois/meubles ; cellulose ; chimie ; confection/textiles ; cosmétiques ; imprimerie ; matériaux de construction ; métallique ; métallurgie et plastiques.	42
Garoua	Agroalimentaire ; mécaniques ; métallurgie et imprimerie	05
Maroua	Agroalimentaire ; métallurgie et plastiques	04
Ngaoundéré	Agroalimentaire et métallurgie	05
Grand Ouest	Chimie et agroalimentaire	06
Centre	Agroalimentaire: bois/meubles; imprimerie et chimie.	06

Source: notre enquête

3.2. Le modèle et la méthode d'analyse

Pour identifier les éléments responsables de la rigidité dans la création d'emplois dans les PMI-EC, nous avons opté pour le modèle de régression linéaire multiple qui cadre avec notre objectif, c'est-à-dire expliquer l'évolution de l'emploi par quelques variables. Pour ce faire, nous avons eu recours au logiciel Statistical Package for the Social Science (SPSS) pour estimer les paramètres de notre équation par la méthode des moindres carrés. Pour expliquer ce phénomène, nous avons retenues quelques variables. Le niveau élevé de la fiscalité (Norregaard, 1990) qui est mesurée à travers les taux d'impôts direct et indirect, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la progressivité des systèmes d'imposition. La corruption qui est mesurée par l'indice de perception de la corruption de Transparency International⁵ qui montre le degré de corruption d'un pays. Les contraintes administratives⁶ sont mesurées à travers la complexité des procédures et le délai de traitement des dossiers. Le nombre élevé des pièces à fournir se mesure par le degré d'informatisation des procédures (Milhat, 2009). La faible participation des banques est mesurée par le nombre de crédits octroyés au secteur privé, le montant de crédit accordé et la catégorie des entreprises bénéficiaires (Cameron et Van Oordt, 2017). Le niveau du taux d'intérêt (Mesonnier, 2005) qui est déterminé par le type de crédit, la durée de l'emprunt, les modalités ainsi que le calendrier de remboursement et le risque se mesure par le taux appliqué. L'absence d'infrastructures est mesurée par la disponibilité et la qualité de l'énergie, de l'eau, de la télécommunication, des routes et des espaces aménagés pour les investissements (Estache, 2007). La faible part du marché est mesurée par le rapport entre le chiffre d'affaires de l'entreprise et le volume d'affaires du secteur. L'absence du soutien des pouvoirs publics est mesurée par le nombre et la qualité des organes d'appui aux investissements (Bozio, 2014).

⁵www.wcoomd.org

⁶www.capital.fr

L'intérêt du choix d'introduire dans notre analyse plusieurs variables explicatives est d'accroître la précision de notre estimation. Notre modèle se présente ainsi:

$$Y = \alpha_0 + \alpha_1 X_1 + \alpha_2 X_2 + \alpha_3 X_3 + \alpha_4 X_4 + \alpha_5 X_5 + \dots + \alpha_p X_p + \Sigma$$

Y: désigne la variable expliquée ou dépendante à caractère aléatoire; X_1, X_2, \dots, X_p : désignent les variables indépendantes ou explicatives mesurées sans erreur ou fixées à des niveaux arbitraires; $\alpha_0, \alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \dots, \alpha_p$: désignent les paramètres du modèle qui seront estimés à l'aide de la méthode des moindres carrés. α_0 : désigne la moyenne des Y_i lorsque la valeur de chaque variable explicative est égale à zéro. Σ : désigne le terme de l'erreur.

Après estimation, le modèle de régression linéaire multiple deviant modèle linéaire empirique et prendra la forme suivante: $\hat{Y} = a_0 + a_1 X_1 + a_2 X_2 + a_3 X_3 + \dots + a_p X_p$ où $a_0, a_1, a_2, a_3, \dots, a_p$ représentent les coefficients de régression empirique (estimations de $\alpha_0, \alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \dots, \alpha_p$), $e_i = Y_i - \hat{Y}_i$: désigne l'erreur empirique pour tout i tel que $1 \leq i \leq n$. Il sera alors question de trouver $b_0, b_1, b_2, b_3, \dots, b_p$ des sorte que la somme des erreurs (e_i) au carré soit la plus petite possible.

À partir des variables prédictives ci-dessus qu'on peut regrouper dans la matrice X , nous expliquons la variable emploi qu'on désigne par Y à travers une fonction de la forme suivante:

$$Y = f(X, \alpha); \text{ avec } Y_i = a_0 + a_1 x_{i,1} + a_2 x_{i,2} + \dots + a_p x_{i,p} + e_i \quad ; \quad i = 1, 2, \dots, n;$$

Et le terme aléatoire e_i cristallise toutes les insuffisances du modèle et quantifie les écarts entre les valeurs réellement observées et celles prédites par le modèle. Les valeurs ($a_0, a_1, a_2, \dots, a_p$) sont des paramètres du modèle que nous estimons à partir des données obtenues de l'enquête par le modèle de la régression linéaire multiple comme nous l'avons déjà annoncé. Pour modéliser ce présent travail, nous allons estimer les paramètres « α » en exploitant les données obtenues de l'enquête, évaluer la précision de ces estimateurs, mesurer le pouvoir explicatif du modèle, évaluer l'influence des variables dans le modèle, sélectionner les variables les plus «pertinentes» et évaluer la qualité du modèle.

En effet, pour estimer les paramètres, nous utilisons la méthode des moindres carrés ordinaires. Elle consiste à chercher la meilleure estimation des paramètres « α » en minimisant la somme des carrés des résidus (SCR). $SCR = \sum e_i^2$ avec $e_i = Y - Xb$ et « e_i » qui est l'erreur observée est une évaluation du terme résiduel qui cristallise toutes les insuffisances du modèle. Et l'utilisation de cette méthode passe par la vérification au préalable de quelques hypothèses (tests d'hypothèses) sur la forme du modèle, sur les erreurs et sur les variables explicatives.

- Sur la forme du modèle: le modèle est linéaire en X (hypothèse de bonne spécification).
- Sur les variables explicatives (les X_i ($i=1, \dots, p$)) sont observées sans erreur c'est-à-dire sont non aléatoires; exogénéité: les variables $X_1, X_2, X_3, \dots, X_p$ sont indépendantes du terme d'erreur c'est-à-dire $Cov(e, X) = 0$; non multicollinéarité: les variables $X_1, X_2, X_3, \dots, X_p$ sont linéairement indépendantes.
- Sur les erreurs: $E(e_t) = 0$ pour tout $t = 1 \dots T$; en moyenne le modèle est bien spécifié;

$Var(e_t) = \sigma_e^2$ pour tout $t = 1, \dots, T$; la variance de l'erreur est constante et on parle d'homoscédasticité; $Cov(e_i, e_j) = 0$ $i \neq j$; les erreurs sont non corrélées; $e \equiv Normale(0, \sigma_e^2)$; c'est-à-dire les erreurs suivent une loi normale. Il est appelé qu'une des conditions de la régression linéaire multiple est que le nombre d'observations doit être strictement supérieur au nombre des variables explicatives plus un, c'est-à-dire ($n > p + 1$).

Après la présentation de la méthode d'analyse, de l'outil utilisé et des variables retenues, nous procédons à la régression des données de notre échantillon prélevées auprès de la population des PMI-ECA afin de vérifier notre hypothèse, c'est-à-dire si effectivement l'évolution de la variable endogène qui est pour nous le cas l'emploi est expliquée par les variables exogènes qui sont: le niveau élevé de la fiscalité, la corruption, les contraintes administratives, le nombre de pièces à fournir pour la création de l'entreprise, la faible participation des banques, le taux d'intérêt, les contraintes infrastructurelles, la part de marché et l'absence du soutien des pouvoirs publics et les contraintes liées au financement informel.

3.3. Estimation des paramètres de la fonction spécifiée et tests d'hypothèse

Nous proposons successivement d'estimer les paramètres, de présenter les résultats des différents tests d'hypothèse et d'interpréter les résultats obtenus.

3.3.1. Estimation des paramètres de la fonction spécifiée

Dans cette partie, nous présentons les différentes étapes de l'estimation des paramètres qui expliquent la relation entre l'évolution de l'emploi et les différents éléments d'obstacle.

Les différents tableaux ci-dessous récapitulent le processus d'analyse à l'aide du logiciel (SPSS).

Tableau N°4: Statistiques descriptives

	Moyenne	Ecart-type	N
Emplois	53,28	59,100	68
Absence de soutien des pouvoirs publics	0,81	0,396	68
Fiscalité élevée	0,82	0,384	68
Beaucoup de pièces à fournir	0,78	0,418	68
Faible participation des banques	0,0574	0,12704	68
Taux d'intérêt élevé	0,81	0,396	68
Faible part de marché	0,4412	0,09382	68
Contraintes infrastructurelles	0,82	0,384	68
Financement informel	0,71	0,459	68
corruption	0,90	0,306	68

Après avoir obtenu quelques valeurs de la statistique descriptive, la moyenne et l'écart-type, nous présentons ci-dessous quelques valeurs obtenues de l'analyse économétrique.

Tableau N°5: ANOVA

Modèle	Somme des carrés	ddl	Carré moyen	F	Signification
1 Régression	200998,574	9	22333,175	39,227	0,000(a)
Résidu	33021,117	58	569,330		
Total	234019,691	67			

Valeurs prédites: (constantes), corruption, faible participation des banques, faible part de marché, contraintes infrastructurelles, absence de soutien des pouvoirs publics, pièces à fournir, taux d'intérêt, financement informel, fiscalité élevée b) Variable dépendante: Emplois

Tableau N°6: Statistiques des résidus(a)

	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type	N
Prévision	3,33	215,09	53,28	57,772	68
Résidu	-48,163	56,319	0,000	22,200	68
Prévision standardisée	-,912	2,954	0,000	1,000	68
Résidu standardisé	-2,018	2,360	0,000	0,930	68

Source: la variable dépendante: Emplois

Les traitements des données permettent de récapituler le modèle. Les tableaux ci-dessous présentent les différentes valeurs obtenues.

Tableau N°7: Récapitulatif du modèle

Modèle	R	R-Deux	R-Deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
1	0,927 (a)	0,859	0,837	23,861

Valeurs prédites: (constante), corruption, faible participation des banques, faible part de marché, contraintes infrastructurelles, absence de soutien des pouvoirs publics, beaucoup de pièces à fournir, taux d'intérêt élevé, financement informel, fiscalité élevée. b) Variable dépendante: emploi

Tableau N°8: Récapitulatif du modèle

Changement dans les statistiques					Durbin-Watson
Variation de R-Deux	Variation de F	ddl1	ddl2	Modification de F signification	Modification de F signification
0,859	39,227	9	58	0,000	1,914

a) Valeurs prédites: (constante), corruption, faible participation des banques, faible part de marché, contraintes infrastructurelles, absence de soutien des pouvoirs publics, beaucoup de pièces à fournir, taux d'intérêt élevé, financement informel, fiscalité élevée. b) Variable dépendante: emploi

L'analyse des coefficients de la régression (coefficient de détermination ($R=0,927$, $R^2 = 0,858$ et R^2

ajustée = 0,837) qui est proche de 1 amène à conclure que le modèle est à priori bien estimé. La valeur de Fisher qui est de 2,04 montre l'existence d'un ou plusieurs coefficients de corrélation entre la variable expliquée et les variables explicatives qui sont différentes de zéro. Donc au risque de 5%, le modèle est significatif. Par la suite, nous procédons au Test de Student qui permet d'identifier les coefficients et leur force.

Rappelons que ce test permet de voir si les coefficients de corrélation entre la variable endogène et les variables explicatives sont significatifs, c'est-à-dire, ont une force.

Le risque étant fixé à 5%, dans la table de Student, on lit pour ddl supérieur à 30, $t_{0,95}=1,960$. Nous pouvons alors procéder à l'acceptation et au rejet de certaines valeurs.

Tableau N°9: Evaluation des coefficients de régression

variables	t	signification	Décision
(constante)	3,722	0,000	/
Absence soutien pouvoirs publics	-3,635	0,001	Accepter
Fiscalité élevée	-2,785	0,007	Accepter
Beaucoup de pièces à fournir	0,14	0,989	Rejeter
Faible participation des banques	5,973	0,000	Accepter
Taux d'intérêt	-4,542	0,000	Accepter
Faible part de marché	1,917	0,60	Rejeter
Contraintes infrastructurelles	0,50	0,961	Rejeter
Financement informel	-2,526	0,014	Accepter
Corruption	1,263	0,212	rejeter

Source: tableau de régression

L'analyse des différents paramètres de la régression a permis de montrer la significativité du modèle et celle des différents coefficients. Afin d'accepter ou de rejeter définitivement la spécification du modèle, des tests d'hypothèse sur le modèle, les variables explicatives et les résidus sont effectués.

3.3.2. Tests du modèle des résidus et des variables explicatives

Nous procédons aux différents tests sur le modèle, les résidus et les variables explicatives. Par rapport à la linéarité du modèle, l'analyse effectuée a permis de montrer la significativité du modèle et des coefficients et amène donc à accepter que le modèle est de forme linéaire.

Pour vérifier la non-autocorrélation des résidus, le test de Durbin Watson est effectué. La valeur calculée est égale à 1,914. Elle est très légèrement supérieure au seuil maximum qui de 1,91 mais n'atteint pas le seuil critique de 2 ; Ce qui permet de confirmer l'absence d'autocorrélation.

Par rapport à la normalité des résidus, le test de Jarque Bera qui combine les tests de Skewness et Kurtosis basés sur l'asymétrie donne la valeur $C_1 = 0,2323$ avec $|C_1| < 1,96$ d'où l'acceptation de l'hypothèse d'asymétrie. Et par rapport à l'aplatissement de la distribution la valeur de $C_2 = 0,03636$ avec $|C_2| < 1,96$. Les deux valeurs étant acceptables, nous pouvons conclure que les résidus suivent une loi normale.

Pour vérifier l'écartement par rapport à la droite moyenne, nous avons procédé au test d'homoscédasticité des résidus. Le traitement des données contenues dans le tableau ci-dessous a permis de calculer le NR^2 qui est comparé à $\chi^2(8)$ sur le tableau.

Tableau N°10: Récapitulatif du modèle

R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	Changement dans les statistiques					
				Variation de R-deux	Variation de F	ddl 1	ddl 2	Modification de F signification	Durbin-Watson
,448	,201	,077	*****	,201	1,621	9	58	,131	1,874

Valeurs prédites: (constantes), corruption, faible participation des banques, faible part de marché, contraintes infrastructurelles, absence de soutien des pouvoirs publics, beaucoup de pièces à fournir, le taux d'intérêt, financement informel et fiscalité élevée. b) Valeur dépendante: résidus (2).

La valeur de R^2 est égale à 0.201; $N=68$; $P=9-1=8$ $NR^2=0.201*68=13,668$. Et $\chi^2(8)$ sur le tableau est égale à 15,5 avec $\alpha=95\%$; Donc $NR^2 < \chi^2(8)$ soit $13,668 < 15,5$. L'hypothèse étant vraie, l'homoscédasticité est alors validée.

Pour mesurer l'existence de la colinéarité entre deux variables explicatives ou de la multicolinéarité entre les variables exogènes, on a utilisé la méthode qui consiste à comparer la valeur du coefficient de

détermination de la matrice de corrélation des variables explicatives et R^2 . Soit ρ le coefficient de corrélation entre deux variables. Chaque coefficient élevé au carré est comparé avec R^2 pour conclure sur l'existence ou non de la colinéarité. Nous posons:

$$H_0: \rho^2 \geq R^2 \rightarrow \text{existence de colinéarité}$$

$$H_1: \rho^2 < R^2 \rightarrow \text{non existence de colinéarité}$$

À partir des valeurs de ρ qui ont permis de récapituler la matrice de corrélation entre les variables explicatives, la valeur maximale de ρ répertoriée est de 0,313 et donc son carré est égal à 0,0979. Nous pouvons alors conclure qu'il n'existe pas de colinéarité entre les variables exogènes.

En conclusion, ces différents tests effectués dans leur ensemble ont conclu et permettent d'accepter la régression du modèle tel que conçu. Il sera par la suite question de procéder à la formulation du modèle avec ces différents paramètres retenus à l'issue de la régression.

4. Formalisation du modèle et Interprétation des résultats

Nous procéderons dans cette section à l'interprétation des résultats obtenus après avoir formalisé notre modèle.

4.1. La formalisation du modèle

Après avoir effectué la régression et les différents tests qui nous ont permis de valider notre modèle dans son ensemble, nous procéderons à son interprétation et à celle de ses coefficients. Pour cela, nous récapitulons ces différentes valeurs et présentons le modèle définitif.

Tableau N° 11: Récapitulation des valeurs des coefficients de la régression

Variable endogène	Variables exogènes	Codification des variables	Coefficients	Valeurs
Emplois = Y	Constante	/	α_0	99,07
	Absence soutiens pouvoirs publics	X_9	α_9	-33,85
	Fiscalité élevée	X_2	α_2	-27,89
	Participation des banques	X_5	α_5	184,81
	Taux d'intérêt élevé	X_6	α_6	-40,33
	Financement informel	X_1	α_1	-19,98

Source: synthèse de la régression

À partir des valeurs de ces coefficients, nous pouvons écrire notre modèle comme suit:

$$Y = \alpha_0 + \alpha_9 X_9 + \alpha_2 X_2 + \alpha_5 X_5 + \alpha_6 X_6 + \alpha_1 X_1$$

En introduisant les valeurs, nous obtenons l'équation suivante:

$$Y = 99,07 - 33,85 X_9 - 27,89 X_2 + 184,81 X_5 - 40,33 X_6 - 19,98 X_1$$

La régression linéaire multiple de l'emploi sur les variables explicatives considérées comme des éléments de freins à l'accroissement d'un nombre d'emplois dans les PMI-EC a permis d'obtenir le modèle ci-dessus qui explique ce phénomène. Par la suite, nous procéderons à l'interprétation globale du modèle et de ses différents coefficients.

4.2. Interprétations des résultats

4.2.1. Interprétation globale du modèle

La régression linéaire multiple effectuée sur les données obtenues de l'enquête a permis d'appréhender les différents éléments d'entrave à la création d'emplois par les PMI-EC. Ce travail d'analyse a permis d'aboutir à la conclusion selon laquelle l'absence de soutien des pouvoirs publics, le niveau élevé de la fiscalité, le niveau du taux d'intérêt appliqué et le financement informel constituent les principaux éléments de frein à la création d'emplois dans les industries de tailles réduites de l'économie du Cameroun.

En revanche, les banques, bien que leurs financements soient qualifiés de faible et à ce titre ne favorisant pas le développement des PMI donc de la création d'emplois, sont dans notre modèle un élément qui permet le développement des PMI donc de la création d'emplois.

En conclusion, cette étude qui a visé à identifier les obstacles à la création d'emplois dans les PMI-EC montre que parmi les neuf variables retenues au départ, seulement quatre sont significatives, c'est-à-dire expliquent le frein à la création d'emplois par les PMI-EC.

4.2.2. Interprétation des coefficients du modèle

L'absence des soutiens des pouvoirs publics, la fiscalité élevée, le niveau du taux d'intérêt appliqué et le financement informel ayant respectivement pour coefficients - 33,85; -27,89; -40,33 et -19,98 sont des variables qui agissent contre la création d'emplois dans les PMI-EC. En revanche, la participation des banques, bien qu'elle soit estimée limitée au constat, contribue positivement à l'accroissement d'un nombre d'emplois créés par les PMI-EC. En d'autres termes, cela voudrait dire que :

- Si la variable explicative « absence des soutiens des pouvoirs publics » existe, elle réduit la création d'emplois de 33,85 unités.
- Si la variable explicative « niveau de fiscalité élevée » existe, elle réduit la création d'emplois de 27,89 unités.
- Si la variable explicative « niveau de taux d'intérêt élevé » existe, elle réduit la création d'emplois de 40,33 unités.
- Si la variable explicative « financement informel » existe, elle réduit la création d'emplois de 19,98 unités.
- Si la variable explicative « participation des banques » existe, elle augmente la création d'emplois de 184,81 unités.

4. Conclusion

Cette analyse montre que parmi les variables de contrainte, c'est le niveau du taux d'intérêt qui a le plus d'effets négatifs sur la création d'emplois par les PMI-EC. Il est suivi de l'absence des soutiens des pouvoirs publics qui est elle-même suivie d'un niveau élevé de la fiscalité. Le financement informel est au bas de l'échelle. Par contre, la participation des banques a un effet positif à une échelle relativement importante sur la création d'emplois.

En somme, pour permettre aux petites et moyennes entreprises de produire plus d'emplois dans l'économie camerounaise, il faut non seulement supprimer les contraintes agissant négativement sur cette variable, mais également favoriser plus l'implication des institutions de financement telles que les banques et les microfinances.

L'enquête a été menée dans toutes les branches d'activités des PMI et sur tout le territoire national c'est-à-dire dans toutes les régions. Ne peut-on pas se demander si les éléments de freins auxquels font face les PMI-EC varient en intensité suivant la nature de la branche ? Ou encore suivant les régions, les obstacles ne varient-ils pas en nature et en intensité ?

Bibliographie

- Abdo, H. M. (2016). Rôle des infrastructures de transport dans la construction de l'espace économique ouest-africain. *Mondes en développement*, 4, 137- 152.
- Bagnasco, A., Sabel, C. F., & Brusco, S. (1994). PME et développement économique en Europe. *La Découverte*.
- Baiardi, D., & Morana, C. (2018). Financial development and income distribution inequality in the euro area. *Economic Modelling*, 70, 40- 55.
- Banque Mondiale. (2004). Politiques de sauvegarde de la Banque Mondiale. Mai.
- Banque, Mondiale. (2005). Climat des affaires. *Rapport de la Banque Mondiale, Washington*.
- Banque Mondiale. (2013). Doing Business 2014 : Comprendre les régulations pour les petites et moyennes entreprises. Washington: Groupe de la Banque mondiale. DOI, 10, 978- 0.
- Bozio, A. (2014). L'évaluation des politiques publiques : Enjeux, méthodes et institutions. *Revue française d'économie*, 29(4), 59- 85.
- Capme. (1979). Rapport d'activité au 30 Juin. *Rapport CAPME, Yaoundé, p.1*.
- Charte des investissements au Cameroun. (1996). Loin°2002-004 du 19 avril 2002 modifiée par la loi n°2004-20 du 22 juillet 2004. *Journal officiel juillet 2004*.
- Cameron MacDonald, & van Oordt, M. R. (2017). Le rôle des indicateurs de marché dans l'évaluation de la résilience des systèmes bancaires. *Revue du système financier*, 33.
- Chevassu, J., & Valette, A. (1977). Les modalités et le contenu de la croissance industrielle de la côte d'ivoire.
- Combes, P.-P. (2000). Economic structure and local growth : France, 1984–1993. *Journal of urban economics*, 47(3), 329- 355.
- Conseil Economique et Social. (1983). *Stratégie pour le développement des petites et moyennes industries au Cameroun*. Rapport CES, Yaoundé.
- Conseil National du Crédit du Cameroun. (2005). *Le marché bancaire au Cameroun: situation au 31 Décembre 2005*. Etats CERBER COBAC.
- Courade, G. (2000). Le désarroi camerounais : L'épreuve de l'économie-monde.
- Courlet, C. (1989). Les industrialisations endogènes. *Revue Tiers Monde*, 413- 421.
- Courlet, C., & Ferguene, A. (2010). Globalisation et territoire : Le cas des SPL dans les pays en développement. *FACEF Pesquisa-Desenvolvimento e Gestão*, 6(3).
- Courlet, C., Pecqueur, B., & Soulage, B. (1993). Industrie et dynamiques de territoires. *Revue d'économie industrielle*, 64(1), 7- 21.
- De Solages, O. (1994). *Réussites et déconvenues du développement dans les tiers-monde*. Paris: Hachette, p.280.

- De Solages, O. (1997). Vers un nouveau développement des tiers-mondes? Direction de la Statistique et de la Comptabilité nationale. (1983). L'industrie camerounaise dans la crise. *DSCN, Yaoundé, novembre 1983*.
- Direction de la Politique Economique générale. (2000). Les PME au Maroc: éclairage et propositions. *Document de travail n° 50*.
- Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale. (1990/1991). Population industrielle au Cameroun. *DSCN, Yaoundé*.
- Direction de la Statistique et de la Comptabilité nationale. (1994). *Rapport d'activité. DSCN, Yaoundé*.
- Driouchi, A., & Gamar, A. (2015). Entrepreneurship and its link to corruption : Assessment with the most recent world and country-group data.
- Estache, A. (2007). Infrastructures et développement : Une revue des débats récents et à venir. *Revue d'économie du développement*, 15(4), 5- 53.
- Ezé-Ezé, D. (2001). La structure bancaire dans le processus de financement de l'économie camerounaise. *Africa Development: A Quarterly Journal of CODESRIA*, 26(3- 4), 1- 26.
- Ferguène, A. (1996). L'industrialisation à petite échelle : Une nouvelle approche du développement dans les pays du sud. *Revue Région & Développement*, 3, 85- 115.
- Ferguène, A. (2004). PME, territoire et développement local : Le cas des pays du Sud. *Critique économique*, 14.
- Ganne, B. (1994). Les PME dans le système français : Heurts et malheurs et mode de gouvernance. *PME et développement économique en Europe*, 137- 158.
- Gauthier, B. (1996). La dynamique du secteur manufacturier africain en période d'ajustement structurel : Le cas du Cameroun. *Revue Régionale et Développement*, 3, 1- 26.
- Gaweł, A. (2020). Does Entrepreneurship Affect Income Inequality within Countries? Direct and Indirect Effects in European Countries. *Entrepreneurial Business and Economics Review*, 8(2), 93- 110.
- Gicam. (2007). Affaires: les propositions pour 2008. *Repères, Douala*.
- Girard, B. (2002). Les PME sont-elles responsables du faible contenu en emploi de la croissance? *Gérer et comprendre*, 7.
- Greffe, X. (1984). Les PME créent-elles des emplois? Paris : *Economica*, 2.
- Grellet, G. (1988). Stratégies d'industrialisation pour l'Afrique noire. *Revue Tiers Monde*, 1007- 1019.
- GretBotzung, M. (1996). Dispositifs d'appui et financement de la petite entreprise. *Revue Tiers Monde*, 135- 151.
- Hamadama N. (2003). PME et création d'emplois dans la Wilaya de Bejaïa. *Thèse de Magister Université de Bejaïa, p.260*.
- Institut national de la statistique. (2001). *Enquête camerounaise sur les ménages (ECAMI et II). Annuaire INS, Yaoundé*.
- Julien, P.-A. (2000a). Les PME à forte croissance : Les facteurs explicatifs. Conférence de l'AIMS.
- Julien, P.-A. (2000b). Les PME à forte croissance : Les facteurs explicatifs. Conférence de l'AIMS.
- Julien, P.-A. (2002). Les PME à forte croissance : L'exemple de 17 gazelles dans 8 régions du Québec. *PUQ*.
- Kling, G., Pesqué-Cela, V., Tian, L., & Luo, D. (2020). A theory of financial inclusion and income inequality. *The European Journal of Finance*, 1- 21.
- Kolvereid, L. (1992). Growth aspirations among Norwegian entrepreneurs. *Journal of business venturing*, 7(3), 209- 222.
- Lefilleur, J. (2008). Comment améliorer l'accès au financement pour les PME d'Afrique subsaharienne? *Afrique contemporaine*, 3, 153- 174.
- Lucas Jr, R. E. (1978). On the size distribution of business firms. *The Bell Journal of Economics*, 508- 523.
- Marniesse, S. (1998). Les micros et petites entreprises malgaches. *Dynamique et obstacles au développement*.
- Marniesse, S. (1999). La dynamique des microentreprises. *Un bilan d'enquêtes récentes*.
- Marseille, J. (1998). L'industrialisation de l'Europe occidentale : 1880-1970. *ADHE*.
- Mazzarol, T. (2014). Growing and sustaining entrepreneurial ecosystems: What they are and the role of government policy.
- Mesonnier, J.-S. (2005). L'orientation de la politique monétaire à l'aune du taux d'intérêt «naturel» : Une application à la zone euro. *Bulletin de la Banque de France*, 136, 41- 57.
- Mezgani, N., & Affes, H. (2013). L'impact de la participation bancaire dans le capital des entreprises sur la politique de distribution des dividendes. *La Revue Gestion et Organisation*, 5(1), 79- 87.
- Milhat, C. (2009). Entre contraintes et interdits : L'administration et l'exécution de ses actes. *Droit et cultures. Revue internationale interdisciplinaire*, 57, 93- 118.
- Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance. (2020). Emprunts : quels sont les différents types de taux ? *Bercy infos, 2020*.
- Ministère de l'Economie et du Plan. (1980). Rapport d'activité de secteur industriel. *MINEPLAN, Yaoundé*.
- Ministère de l'Economie et du Plan. (1984). Rapport sur le secteur industriel dans l'économie camerounaise. *MINEPLAN, Yaoundé, 1984*.

- Ministère des PME, de l'Économie sociale et de l'Artisanat. (2006). Plan directeur d'industrialisation. *MINPMEESA, Yaoundé*.
- Ministère du développement industriel et commercial. (2003). Stratégie sectorielle du développement industriel et commercial. *MINDIC, Yaoundé, décembre p. 26*.
- Ministère du Plan et de l'Aménagement du territoire. (1986). Rapport d'activités. *MINEPLAN, Yaoundé*.
- Missions Économiques de Rabat. (2004). Les PME-PMI marocaines face au défi de la mise à niveau. *Fiche de synthèses, Ambassade de France au Maroc*.
- Moati, P. (2001). Les stratégies d'adaptation des entreprises : Éléments d'analyse. Cahier de recherche du CRÉDOC, 160.
- Norregaard, J. C., Bernth-Petersen, P., Bellan, L., Alonso, J., Black, C., Dunn, E., Andersen, T. F., Espallargues, M., & Anderson, G. F. (1999). Intraoperative clinical practice and risk of early complications after cataract extraction in the United States, Canada, Denmark, and Spain. *Ophthalmology*, 106(1), 42- 48.
- OCDE. (1996). *SMEs: Employment, innovation and Growth*. OCDE. The Washington Workshop.
- OCDE. (2007). *Le financement des PME et des entrepreneurs*. OCDE Synthèses.
- Papillon, J.C. (2005). Les PME: atout sethandicapes. *Problèmes économiques, n°2.885, p.6*.
- Papadaki, E., & Chami, B. (2002). Les facteurs déterminants de la croissance des micro-entreprises au Canada. Document de travail, direction générale de la Politique de la petite entreprise, Industrie Canada, 17.
- Penrose, E. T., Mayret, S., & Mayret, L. (1963). Facteurs, conditions et mécanismes de la croissance de l'entreprise. Editions Hommes et techniques.
- PNUD. (2004). *Contraintes exercées sur le secteur privé dans les pays en développement*. PNUD, New York.
- Schumpeter, J. A., & Perroux, F. (1935). Théorie de l'évolution économique (Vol. 1911). Dalloz Paris.
- Vermes, C. (2014). Fundraising : Un accord entre deux Mondes. Modélisation de la construction.
- Verzele, F., & Crijns, H. (2001). Les freins à la création d'entreprise. Fondation Roi Baudouin, Fonds Lionel Van den Bossche. Bruxelles.
- Whitehead, J., & Porter, P. W. (1997). Reviews: Small Firms and Local Economic Development: Entrepreneurship in Southern Europe and Turkey: The Natural and Built Environment Series 4. Planning, the Market and Private Housebuilding, Development and Social Change: A Global Perspective. SAGE Publications Sage UK: London, England.